

Patrimoine/Retour annoncé des œuvres d'art du Gabon La première vague de restitution

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

La conférence des partenaires, hier à l'hôtel Radisson Blu de Libreville, en présence du ministre d'État à la Culture, Alain Claude Bilie-By-Nze, a donné lieu au début de la restitution de nos masques et reliquaires, ainsi qu'au lancement officiel d'un réseau de coopération dénommé Unitwin.

ANNONCEE il y a un peu plus d'un mois par le ministre d'État en charge des Sports, de la Culture, chargé du Tourisme, Alain-Claude Bilie-By-Nze, à son retour de la conférence internationale de l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) à Paris, la restitution à notre pays de ses objets d'art commence à devenir une réalité. Exposés dans les musées en Occident, notamment en France, nos statues et maques reviennent déjà peu à peu au bercail. En effet, la conférence des partenaires, hier matin à l'hôtel Radisson Blu, a donné lieu à la restitution d'un premier jet et au lancement officiel d'un réseau de coopération dénommé Unitwin. En présence, outre le ministre, du représentant du bureau Unesco de Libreville, Vincenzo Fazzino, du président du musée du Quai Branly, Stéphane Martin, et du coordonnateur international du réseau "Bantuphonie : langues en danger, savoirs endogènes et biodiversité" de l'Uni-



La remise des premiers objets d'art gabonais au ministre d'État en charge de la Culture par Pierre Paul Antoine Amrouche.



Une vue de l'assistance au cours de la rencontre.

versité Omar Bongo (UOB), Pr Patrick Mouguiama-Daouda. "Il s'agit là de l'expérience heureuse d'une parole donnée il y a juste quelques mois (...) L'engagement du Gabon pour l'adoption d'une véritable politique muséale, fondée sur la collecte, l'identification, la conservation et bientôt le retour, procède d'une volonté politique forte et affirmée portée par les plus hautes autorités du pays en tête desquelles le président de la République, Ali Bongo Ondimba, et la première dame, Sylvia Bongo On-

dimba. Le chef de l'Etat ne ménage aucun effort pour accompagner le ministère de la Culture dans la nouvelle dynamique que nous voulons impulser dans l'appropriation de la question culturelle en général, et celle des musées en particulier, par les pouvoirs publics et la population", a expliqué le ministre d'État Alain-Claude Bilie-By-Nze. A ce sujet, le partenariat avec l'Unesco, le Ciciba (Centre international des civilisations bantou) et même le musée du Quai Branly de Paris (France) s'avère d'une impérieuse



La signature de la convention entre la chaire Unesco et le Ciciba.



Le ministre d'État Bilie-By-Nze pose avec les partenaires au terme de la cérémonie.

nécessité, afin de soutenir cette vision et appuyer la formation des muséologues, agents et cadres du ministère de la Culture, ainsi que la construction de musées provinciaux thématiques et communautaires et la réhabilitation des structures existantes. "Le retour des objets est la preuve de notre détermination et signifie que la stratégie gabonaise fondée sur le partenariat, tout en demeurant ferme et stable sur la circulation des biens, est puissante. C'est une question d'identité, de

construction et reconstruction de nos mémoires", a indiqué le membre du gouvernement gabonais. Paraphrasant le poète français Patrice de la Tour du Pin, qui disait que les pays sans mémoire sont condamnés à mourir de froid, Alain-Claude Bilie-By-Nze a dit souhaiter compter sur l'adhésion collective, pour amplifier le mouvement de ce retour si souvent annoncé et repoussé de nos objets d'art, mais qui n'a jamais été aussi proche comme c'est le cas depuis ce vendredi 13 juillet 2018.

Lancement officiel du réseau de coopération Unitwin Unesco, hier à Libreville Un établissement pour la préservation du patrimoine immatériel

R.H.A
Libreville/Gabon

LA cérémonie de retour des objets d'art du Gabon, hier à Libreville, a été l'occasion pour le coordonnateur international du Réseau "Bantuphonie : langues en danger, savoirs endogènes et biodiversité (BLSB)" de l'Université Omar Bongo (UOB), Pr Mouguiama-Daouda Patrick, de présenter cet établissement. Le Réseau Unitwin BLSB qu'abrite l'UOB couvre quatre universités d'Afrique et d'Europe dont celles de Marien Ngouabi de Brazzaville, de Yaoundé 1 et de Lumière Lyon 2. Ce Réseau s'est assigné pour missions de "sauvegarder les langues et cultures bantou en danger ; et

de prendre en compte les savoirs endogènes dans la préservation de la biodiversité". Il s'agit, d'après celui qui est en charge de sa coordination, de "contribuer à la préservation de la diversité linguistique, culturelle et biologique". Pour atteindre les objectifs de ce réseau, des formations ont été mises en place dès la rentrée universitaire 2017-2018. Celles-ci sont axées sur trois spécialités : "sauvegarde des langues et cultures en danger ; écologie de la bantuphonie et anthropologie linguistique, ethnosciences et patrimoines". Une formation, d'après le Pr Mouguiama-Daouda, qui répond aux besoins du marché de l'emploi, "en prenant en compte notamment les métiers de la muséologie, de la médiation culturelle et des industries culturelles".



Ils sont déjà une dizaine d'étudiants inscrits à la chaire Unesco de l'UOB qui offre des programmes orientés vers la préservation des langues Bantu.

Cette cérémonie a également été l'occasion pour le coordonnateur international d'annoncer que dès la rentrée prochaine, le réseau BLSB envisage d'offrir des places pour des étudiants de la CEEAC/CEMAC dont la plupart sont "bantuphones,

totallement ou partiellement". Ainsi, il a suggéré que des bourses d'excellence soient proposées pour accueillir les meilleurs étudiants de cet espace. De même, la mobilité des enseignants et autres spécialistes de ce réseau qui interviennent dans la

formation constitue un point non négligeable dans l'avancement des objectifs de cette chaire Unesco. Dans son propos, le chef du bureau de l'Unesco, Vincenzo Fazzino, a pour sa part rappelé que cet établissement "participe de la mise en œuvre d'un programme de l'Unesco dénommé : programme Unitwin/Chaire Unesco". Il a de ce fait indiqué que ce réseau porte sur "la valorisation et la sauvegarde du patrimoine immatériel de l'aire bantou". Le diplomate onusien a également rappelé que les programmes qui composent ces différentes formations s'inscrivent dans l'un des objectifs stratégiques de cet organisme des Nations unies intitulé "Protéger, promouvoir et transmettre le patrimoine".

Ici et ailleurs

•Éducation

Pas de quartier pour des fraudeurs au Bac

Un tribunal correctionnel de Dakar vient de prononcer des peines allant jusqu'à cinq ans de prison ferme contre des auteurs de fuites au baccalauréat en 2017 dont un proviseur, des professeurs et des élèves. 42 prévenus étaient jugés pour notamment "association de malfaiteurs, escroquerie, obtention frauduleuse d'avantages matériels indus" après des fuites au baccalauréat en juillet 2017. Celles-ci avaient entraîné l'annulation d'épreuves de français et d'Histoire-Géographie à la suite de la diffusion des sujets sur les réseaux sociaux, notamment la messagerie WhatsApp. L'affaire avait été jugée le 24 mai et mise en délibéré.

•Santé
Le procès du talc

Le groupe pharmaceutique américain Johnson & Johnson (J&J) s'est vu condamner, jeudi, à verser 4,69 milliards de dollars de dommages dans un procès intenté par 22 femmes et leurs familles, qui accusaient un talc vendu par le groupe d'avoir provoqué les cancers dont elles ont été victimes. Les plaignantes affirmaient que l'utilisation du talc pour leur toilette intime avait provoqué des cancers des ovaires.

•Nuptialité
Cuillère antimariage forcé

A l'approche des vacances d'été, des écoliers britanniques sont incités à cacher dans leurs sous-vêtements une cuillère s'ils craignent d'être mariés de force à l'étranger, pour pouvoir alerter la sécurité à l'aéroport. Si au Royaume-Uni, le mariage forcé est considéré comme une infraction pénale depuis 2014, près de 1 200 Britanniques en ont été victimes en 2017, dont 90% mariés à l'étranger, selon les chiffres du gouvernement. L'an dernier, parmi les 1 196 victimes britanniques de mariages forcés recensés, plus d'un tiers l'ont été au Pakistan. Un mariage sur 10 a lieu au Bangladesh et 120 mariages se sont tenus au Royaume-Uni.